

# Quelques réflexions à propos du budget de la défense 2007

Par Jacques Le Dauphin  
Octobre 2006

Comme chaque année, à la même période, est rendu public un document, présenté comme un projet, mais que l'on sait par avance définitif. Certes il sera présenté aux Parlementaires, mais ce sera de pure forme, car déjà une majorité est assurée pour le voter ? Ce qui montre, au passage, qu'une véritable intervention ne peut que se situer en amont.

Le budget 2007 voit s'appliquer, pour la seconde fois, la « loi organique relative aux lois de finance ». On sait qu'avec cette disposition sont définies 34 missions, découpées en plus de 130 programmes, lesquels ne relèvent pas forcément d'un seul ministère.

Ainsi le ministère de la défense est concerné par quatre missions, lesquelles représentent dans le budget 2007, 47,7 milliards d'Euros (46,82 milliards en 2006), soit une progression de 2,2%. C'est un budget sauvegardé, alors que certains en d'autres domaines subissent des coupes drastiques. Dans ce cadre la mission « défense » dispose de 36,28 milliards d'euros (76% des crédits), la mission « Sécurité » de 7,48 milliards, la mission « Anciens combattants » de 3,75 milliards, et la mission « Recherche et Enseignement supérieur » de 200 millions. Dans sa présentation la ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie a tenu à souligner, avec satisfaction, que ces crédits sont, pour la cinquième année consécutive, conformes aux objectifs de la loi de programmation militaire (2003-2008).

Ainsi la défense dispose pour les investissements (armements, infrastructures) de 15,9 milliards d'Euros. Dans ce cadre le nucléaire se situe, comme les années précédentes, autour de 20%. Comme l'indique le document budgétaire, la modernisation et l'adaptation des « capacités de dissuasion » se poursuivent. Elles s'articulent en deux composantes essentielles, « La force océanique stratégique » et les « Forces aériennes stratégiques ». Concernant la force océanique stratégique qui repose sur l'exécution de deux programmes majeurs, les « SNLE-NG » (Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, nouvelle génération), trois en service et le quatrième projeté en 2010, ainsi que le missile balistique M51, qui vise à compenser le retrait progressif du M45. On sait que le premier lancement d'essai du M51 devrait être effectué d'ici à la fin de l'année. La modernisation de la force aérienne stratégique passe par la mise en service du missile air-sol moyenne portée amélioré (ASMP-A). Comme on peut en juger le cap de la modernisation des armes nucléaires est maintenu, ce qui valide pleinement la campagne de désarmement nucléaire du Mouvement de la Paix.

De manière plus générale les forces armées devraient recevoir en 2007, 13 avions de combat « Rafale », 6 hélicoptères de combat « Tigre », 358 systèmes de combattant du futur « Felin », 8 chars « Leclerc », 60 missiles de croisières « SCAL EG », 76 bombes de précision « AASM », 25 drones de reconnaissance au contact « DRAC » . On notera aussi bien entendu la commande de 700 millions d'euros destinée au lancement d'un second porte-avions, les engagements pour les frégates multi-missions (292 millions d'euros), pour les sous-marins nucléaires d'attaque « Barracuda » (220 millions).

Le budget 2007 marque une progression très sensible des crédits pour les opérations extérieures( OPEX), qui passent de 175 millions d'euros en 2006 à 375 millions en 2007. Lors de sa conférence de presse du 27 septembre Michèle Alliot-Marie rappelle que la France a, présentement, 14.500 militaires en OPEX.

Au regard de tels projets on peut comprendre la satisfaction de la ministre de la défense, sans pour autant la partager. En effet ces orientations sont-elles conformes à notre besoin de sécurité et au rôle que l'on souhaite voir jouer à la France, en Europe et au plan international ? On peut en douter, sinon être persuadé du contraire. Si le vote d'une majorité de parlementaires est acquis sur ce budget, on se rappellera fort opportunément que nous sommes en période préélectorale (présidentielles et législatives). Si nombre de candidats potentiels demeurent fort discrets en la matière, leurs engagements présents et les perspectives dans lesquelles ils s'inscrivent, méritent attention. Quoi qu'il en soit l'opinion doit être saisie, alertée, afin qu'elle pèse dans les échéances futures. Ce sera déterminant.